

Bulletin d'histoire politique

--> See the **erratum** for this article

Les missions Dupuy : un Canadien à Vichy, 1940-1941

Olivier Courteaux



Volume 21, Number 3, Spring–Summer 2013

Le Canada et la Deuxième Guerre mondiale

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1015325ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1015325ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Courteaux, O. (2013). Les missions Dupuy : un Canadien à Vichy, 1940-1941. *Bulletin d'histoire politique*, 21(3), 83–98. <https://doi.org/10.7202/1015325ar>

Les missions Dupuy : un Canadien à Vichy, 1940-1941

FRÉDÉRIC COURTEAUX
Collège militaire royal de Kingston

En 1939, le gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie King parvient à entraîner le Canada dans la guerre qui vient d'éclater en Europe, sur la base d'une intervention limitée. Cette stratégie s'effondre aux lendemains de la défaite française. Il faut repenser, non seulement la participation du Canada au conflit, mais les relations avec la France. Relations très complexes, puisque, après une courte période de flottement, Ottawa prend la décision de maintenir des liens diplomatiques avec le gouvernement de Bordeaux, bientôt transféré à Vichy. La France Libre, sur le plan des rapports de forces, ne représente alors rien dans le conflit. Vichy, par contre, même si les dirigeants canadiens se font beaucoup moins d'illusions qu'on l'a cru, représente un enjeu. Et d'abord un enjeu de stabilité intérieure et d'unité nationale. Une rupture avec la France de Vichy est impensable. Mackenzie King conserve l'espoir que « tous les efforts possibles seront faits pour éviter une rupture avec la France, » car elle serait « désastreuse » pour le Canada¹. Or la Grande-Bretagne a, jusqu'à la fin de 1940 et même un peu au-delà, une position très ambiguë vis-à-vis de Vichy. Pour diverses raisons. À une première phase, agressive, marquée par le bombardement de la flotte française dans la rade de Mers-El-Khébir, en Algérie, puis par l'intervention de Dakar qui se solde par un échec cuisant, se substitue une politique plus souple, qui privilégie une reprise du dialogue avec Vichy. Londres n'ayant plus officiellement de relations officielles avec Vichy, c'est avec son accord et même à sa demande que le Canada maintient ses contacts avec le gouvernement français et finit par accepter le principe des visites de Pierre Dupuy, l'ancien premier secrétaire de la Légation du Canada à Paris, à Vichy.

Ces « missions » Dupuy n'ont fait l'objet que de rares analyses, au demeurant fort contrastées. Si l'évolution des contacts franco-britanniques de l'automne 1940 a fait couler beaucoup d'encre, les historiens se sont

finalement peu intéressés à la personnalité de Pierre Dupuy et à son travail de diplomate en 1940-1941. L'historien britannique, R. T. Thomas, décrit un Dupuy aveuglé par une volonté de jouer un rôle². Dans *Canada's Enemies: Spies and Spying in the Peaceable Kingdom*, paru en 1993, Graeme Mount n'hésite pas quant à lui à qualifier les voyages de Dupuy de « futilité » et juge l'action du chargé d'affaires canadien avec la plus grande sévérité³. À l'inverse, le journaliste et homme de lettre français Raymond Tournoux, rend hommage aux qualités de diplomate de Dupuy qui, selon lui, dans ses rapports de missions, parvient à « peindre l'histoire sur le vif et l'analyser en profondeur ». Qu'en était-il réellement ?

Afin de répondre à cette question et de jeter un regard neuf sur les visites de Pierre Dupuy à Vichy, il convient, d'abord, de les replacer dans le cadre de l'évolution générale de la politique extérieure des différents partenaires, la Grande-Bretagne, la France de Vichy et le Canada. Le Vichy de Paul Baudouin, ministre des Affaires étrangères et de François Charles-Roux, le numéro deux de la diplomatie française, n'est pas celui de Pierre Laval. Les deux hommes souhaitent maintenir le contact avec Londres. Ils sont sur la ligne de Lord Halifax, le secrétaire au Foreign Office : la guerre doit s'achever rapidement par une négociation générale. Ils ne sont pourtant pas sur celle de Churchill : seule la victoire totale sur Hitler est concevable. C'est la grande ambiguïté entre Vichy et Londres jusqu'au printemps 1941, ambiguïté qui explique l'échec des pourparlers franco-britanniques, ambiguïté que n'est pas parvenu à comprendre Dupuy, même si Churchill et Mackenzie King, pour des raisons tactiques, lui ont donné justement une mission d'information et de contact. Ce sera l'objet de la seconde partie de cet article. Enfin, sa crédibilité sérieusement ébranlée, Dupuy tentera de rétablir l'équilibre mais ses indiscretions, ses retards et de nouvelles erreurs d'interprétation vont conduire le Foreign Office à se méfier de lui. Au demeurant, ses deux autres visites, en 1941, s'effectuent dans un contexte politique et diplomatique complètement nouveau. Avec l'amiral Darlan, la France de Vichy s'oriente vers une collaboration d'État.

Les relations avec la France de Vichy

Afin de pouvoir les aborder de la manière la plus objective possible, il est nécessaire de replacer les missions Dupuy dans leur contexte historique et donc d'examiner l'évolution des politiques extérieures des différents partenaires à partir de l'armistice franco-allemand de juin 1940.

« À l'heure actuelle, les règles normales de conduite ne s'appliquent pas à nos relations avec la France⁴ » déclarait Churchill le 3 octobre 1940. Pendant tout l'été 1940, la politique française de Londres oscille entre une stratégie agressive qui aboutit aux attaques de Mers-El-Khébir et de Dakar,

et une volonté de maintenir des contacts avec Vichy. Il faut, cependant, dégager trois courants au sein du gouvernement britannique. La ligne Halifax, tout d'abord ; au moment de la défaite de la France, Lord Halifax est le chef de la diplomatie britannique. Il souhaite négocier une paix rapide qui permettrait à la Grande-Bretagne de conserver ses intérêts dans le monde et ses capacités militaires. Sa volonté de se rapprocher de Vichy, dès l'été 1940, ira dans ce sens. La seconde ligne est celle de Churchill. Elle est simple : Il faut se battre jusqu'au bout et éradiquer le nazisme. Il accepte le principe d'un geste vers Vichy, par nécessité, mais il refuse le principe d'une négociation de paix. La guerre est là. Elle doit être gagnée. Enfin, il y a la ligne Dalton (le ministre de l'économie de guerre) : la Grande-Bretagne n'a rien à gagner à se montrer conciliante avec Vichy. Le blocus des côtes françaises doit être maintenu coûte que coûte.

Au sein du gouvernement français, comme à Londres, on peut aussi discerner plusieurs grandes tendances. La ligne Baudoin/Charles-Roux : à partir de juin 1940, Paul Baudouin est ministre des affaires étrangères. Le numéro deux de la diplomatie française est l'ancien secrétaire au Quai D'Orsay, François Charles-Roux. Les deux hommes favorisent une politique modérée. Il s'agit de respecter les termes de l'armistice mais ne pas aller au-delà. Il n'est pas question d'envisager un possible renversement des alliances. Il faut maintenir des contacts avec Londres, coûte que coûte. Dès le mois de juin, Baudoin fait savoir à Churchill que « la préoccupation du gouvernement français a été de ne se prêter à aucune mesure qui puisse faire de la France un instrument directement utilisé contre la Grande-Bretagne ». Les occasions de frictions se multipliant, Charles-Roux, en accord avec Baudoin, joue la carte du Canada. Il en appelle aux « bons offices » du gouvernement canadien et lui demande de « modérer le gouvernement anglais⁵ ». L'opération *Catapult* (le bombardement de la flotte française en Algérie) porte un coup très rude aux efforts de Baudoin et Charles-Roux. La seconde tendance, la ligne Darlan/Laval est nettement moins favorable au maintien de liens, si ténus soient-ils, avec la Grande-Bretagne. L'amiral de la Flotte et Pierre Laval sont convaincus de la victoire allemande et de la défaite prochaine de l'Angleterre. Laval prône une politique de rapprochement avec l'Allemagne. Darlan aussi, mais avec des nuances. Il favorise l'idée de représailles.

Le premier ministre canadien, Mackenzie King, n'éprouve, quant à lui, aucune sympathie pour le gouvernement de Vichy, coupable d'avoir trahi les engagements de la France. Pour autant, il se garde bien de critiquer ouvertement les nouveaux dirigeants français. Le 18 juin 1940, dans un discours à la Chambre des Communes, il rend un vibrant hommage à la France et au courage de son armée. Pourquoi ? Il y a, d'abord, les considérations de politique intérieure. Le Canada français n'a accepté le principe d'une participation canadienne au conflit que sous une forme limitée.

Le gouvernement de Mackenzie King s'y était d'ailleurs engagé. Une politique hostile vis-à-vis de la France défaite n'est pas pensable si l'on souhaite maintenir l'unité canadienne dans la guerre. Par conséquent, il faut éviter une rupture définitive et, surtout, un renversement des alliances. L'autre considération, c'est la politique ambiguë de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la France. Puisque la situation française porte les germes de divisions au Canada, Mackenzie King entend se montrer prudent. Sa stratégie est simple : maintenir le flou autour de sa politique française tout en intervenant le moins possible.

Les derniers mois de 1940 sont marqués par une relance des contacts franco-britanniques. Les Britanniques, en effet, tirent une leçon majeure de l'échec de l'intervention à Dakar. L'Afrique Occidentale française reste fidèle au gouvernement de Vichy, avec lequel il faut bien compter. La politique de soutien au Général de Gaulle montre ses limites. À l'automne 1940, confrontés à une situation militaire dramatique, les Britanniques ne peuvent se permettre un conflit avec Vichy. Une intervention de la flotte française, même diminuée, remettrait durablement en cause la suprématie navale de la Grande-Bretagne en Méditerranée. Mieux vaut donc abandonner, au moins pour un temps, une politique trop hostile au régime de Vichy. Du côté français, Baudoin et Charles-Roux n'ont pas renoncé à tout espoir de compromis avec Londres, en particulier sur la question du blocus. Les négociations peuvent donc reprendre.

À l'automne 1940, les Britanniques, faute de représentation directe, dépendent des informations obtenues de Madrid et des États-Unis pour apprécier l'évolution politique de Vichy. Or si la Grande-Bretagne n'entretient plus de relations officielles avec Vichy, les Dominions ont conservé les leurs. Churchill souhaite « une fenêtre » sur la France. Pourquoi ne pas utiliser le Canada et son chargé d'affaires auprès de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, Pierre Dupuy ?

Mackenzie King est informé de la nouvelle stratégie britannique, dès le 2 novembre 1940 par un message de Vincent Massey, le haut-commissaire canadien en Grande-Bretagne. Il donne son accord, dès le 6 novembre, mais il l'assortit de deux conditions : en premier lieu, la visite de Dupuy à Vichy ne doit faire l'objet d'aucune publicité⁶. Deuxièmement, la mission n'a d'autre but que de régler les questions administratives provoquées par la présence de Canadiens en France. C'est la version officielle. Dans un message à Dupuy, il conclut sa liste de recommandations par un laconique « et tout sujet que le Foreign Office désire que vous abordiez ».

Secrétaire du bureau du Commissaire général canadien à Paris, à partir de 1922, puis premier secrétaire de la Légation du Canada entre 1928 et 1940, Dupuy a fait toute sa carrière en France. Il est au fait du fonctionnement des institutions politiques françaises et s'est constitué, au fil des années, un réseau de nombreux contacts. C'est à lui notamment que revient

la responsabilité d'organiser, en 1938, la réception de départ de Philippe Roy, le ministre canadien en France, que le Maréchal Pétain honore de sa présence. Au reste, Dupuy compte beaucoup de personnalités de la droite française dans ses relations, tel Jacques Chevalier, ministre de l'Instruction publique à partir de l'été 1940. Enfin, et c'est un atout de taille au sein de Ministère canadien des Affaires étrangères où on en compte très peu, il est francophone. Confiné à des fonctions relativement secondaires pendant de nombreuses années, Dupuy voit donc s'offrir une extraordinaire chance d'avancement. On l'a choisi parce qu'on pense, à Londres, que ses contacts pourraient se révéler précieux. Le compte rendu de la réunion du cabinet de guerre, datée du 4 novembre 1940, confirme les excellentes dispositions des diplomates du Foreign Office à l'égard de Dupuy⁷. Ce n'est que plus tard, au terme de sa première mission à Vichy que le ton se fera moins amène.

Dupuy à Vichy

Au moment de son départ pour Vichy, à la mi-novembre 1940, Pierre Dupuy reçoit de Lord Halifax des instructions très précises sur les buts de sa mission : il s'agit d'abord de «cultiver de bonnes relations avec le gouvernement de Vichy et d'informer le Foreign Office de toute ouverture prometteuse⁸». Un mémorandum du Foreign Office, daté du 11 septembre 1945 confirme ces instructions : «la mission de monsieur Dupuy était de sonder l'état d'esprit de Pétain et de son entourage et de faire connaître aux Français la détermination de la Grande-Bretagne de poursuivre le combat». Ensuite, Halifax explique clairement que Londres n'a aucune intention de négocier une paix séparée avec l'Allemagne. Enfin, le gouvernement britannique souhaiterait obtenir des assurances sur le sort de la flotte et des colonies françaises, et connaître les intentions de Vichy à l'égard des colonies ralliées au Général de Gaulle⁹.

Pour Lord Halifax, la visite de Dupuy à Vichy n'est rien d'autre qu'une mission de reconnaissance. À aucun moment, il n'est investi de quelconques pouvoirs de négociation. Pourtant, Dupuy réussit d'emblée à imposer à ses interlocuteurs l'image d'un homme habilité par Londres à négocier avec Vichy. «Les Anglais me font confiance», affirme-t-il à Jacques Chevalier. «Ils m'ont donné *carte blanche*». De leur côté, confrontés à des problèmes de ravitaillement pressants, soucieux d'amener le gouvernement britannique à relâcher l'étau de son blocus, les Français de Vichy en concluent que Dupuy peut être utile à leur cause. C'est en tout cas ce qu'affirme une note confidentielle du ministère des Affaires étrangères adressée au ministre français à Ottawa, René Ristelhueber. Dupuy, peut-on lire, «donne l'impression d'être fin et adroit. On peut espérer qu'il exposera *fidèlement* (souligné par l'auteur) à Londres les arguments du

gouvernement français en ce qui concerne les différentes questions politiques et économiques qui se posent entre les deux pays et que, personnellement, il est *porté à rechercher des accommodements*¹⁰ ».

Dupuy rencontre le Maréchal Pétain deux fois. Le premier contact n'est guère encourageant. Le diplomate canadien trouve le chef de l'État français « fatigué et assoupi ». C'est à peine si le vieil homme ne manque de s'endormir. « Je ne réussis à le réveiller » écrit Dupuy avec beaucoup d'humour, « qu'en mentionnant, à plusieurs reprises et d'une voix forte le nom du Général de Gaulle¹¹ ». La seconde entrevue avec le Maréchal Pétain, cette fois bien éveillé, a lieu le 6 décembre, la veille du départ de Dupuy pour Londres, via Madrid et Lisbonne. Sont également présents, le Général Huntziger, ministre de la Guerre, l'Amiral Platon, ministre des colonies et l'Amiral Darlan.

Si l'on en croit le compte rendu de mission du diplomate canadien, Pétain se montre bien disposé à l'égard de la Grande-Bretagne. « Je suis obligé officiellement de maintenir l'équilibre entre les deux camps, mais vous savez où vont mes sympathies », affirme-t-il. Ne disposant que d'une marge de manœuvre extrêmement limitée, le gouvernement français ne peut aller très loin dans la collaboration avec les Britanniques, si ce n'est en protégeant la flotte et les colonies des appétits de l'Axe. Sur ce point, Darlan « de toute évidence très amer », réaffirme qu'il n'y a aucun danger que la flotte soit livrée aux Allemands ou aux Italiens. « La plupart des unités françaises sont maintenant basées dans les ports coloniaux d'Afrique du Nord et, en cas de danger, les quelques unités toujours à Toulon pourraient quitter le port dans les deux heures ou se saborder si nécessaire¹² ». L'Amiral, dont les propos sont confirmés par le chargé d'affaires américain à Vichy, Matthews, ne perd donc pas de vue les problèmes immédiats auxquels la France se trouve confrontée. En premier lieu, il y a la question du blocus britannique. La veille, au cours d'un entretien avec Chevalier, Dupuy a déjà pu se rendre compte à quel point le blocus et ses inévitables conséquences sur le ravitaillement de la France préoccupent les Français de Vichy. Il a d'ailleurs promis de « faire quelque chose » pour améliorer le ravitaillement en « pétrole, mazout, huiles de graissage et charbon » dès son retour à Londres. En promettant d'intervenir sans pouvoir préjuger de la réaction du Foreign Office, Dupuy prend le risque de décevoir ses interlocuteurs français, d'autant plus que, soumis à de très fortes pressions de la part des Allemands, menacés d'asphyxie économique par le blocus britannique, la marge de manœuvre du gouvernement de Vichy est pratiquement nulle. « Mes impressions en quittant Londres étaient, je dois dire, très marquées par l'atmosphère ambiante » écrit Dupuy à Mackenzie King. « Mais, une fois sur place, j'ai vu ce que ces Français, à l'exception de Laval, tentent de faire pour protéger ce qui reste de leur pays... Le gouvernement français

cherche à gagner du temps en utilisant les derniers moyens de résistance dont il dispose, c'est-à-dire la flotte et les colonies ». Il pousse son analyse plus loin en affirmant que les Français de Vichy se préparent activement à une reprise du combat « à nos côtés¹³ ». Vichy, indique-t-il, dispose en Afrique du Nord, à la fin de 1940, d'une force de quelque 400 000 hommes. D'après l'historien français Jean-Baptiste Duroselle, le Général Weygand ne pouvait compter, en réalité, que sur une armée d'à peine 100 000 hommes¹⁴. Et pour ce qui est d'une reprise des combats aux côtés de la Grande-Bretagne, on sait aujourd'hui que les autorités de Vichy n'y songeaient pas. Une note rédigée par Darlan le 8 novembre, à la demande de Pétain, est sur ce point tout à fait claire. « Militairement, nous devons rester neutres parce que nous ne sommes prêts ni moralement ni matériellement à redevenir belligérants, ni dans un camp ni dans l'autre, parce que nous devons éviter de rompre ouvertement avec les puissances anglo-saxonnes¹⁵ ». Pour autant, la victoire allemande, même retardée, ne fait alors aucun doute. Même si les projets de débarquement d'Hitler en Angleterre n'ont pu se concrétiser, les Britanniques n'ont pas les moyens de tenir indéfiniment sans une aide plus décisive des Américains. De toute façon, « quelle que soit l'issue de la guerre » ajoute Darlan, « l'empire britannique sera disloqué au profit de l'Amérique ou de l'Allemagne ». En attendant, la France a donc tout intérêt à rester « neutre¹⁶ », c'est-à-dire limiter la collaboration avec l'Allemagne aux domaines politiques et économiques exclusivement, tout en conservant un semblant de contacts avec Londres. Savant jeu d'équilibre entre deux extrêmes, mais assurément pas de double jeu de la part de Vichy. Dans un tel contexte, les bonnes paroles de Pétain sur ses « sympathies » réelles ne valaient pas grand-chose. Un leurre tout au plus.

Au moment de quitter Vichy, Pierre Dupuy a tout lieu d'être satisfait. Il est parvenu, malgré l'hostilité de Laval, à rencontrer les plus hautes autorités de l'État Français. À première vue, et pour l'essentiel, sa mission de reconnaissance s'achève par un succès indéniable. Pétain et Darlan ont pris, devant lui, des engagements précis. Non seulement la flotte française ne sera pas utilisée contre les Britanniques, mais Vichy, malgré de fortes pressions allemandes, renonce implicitement à récupérer les colonies « dissidentes » d'Afrique Équatoriale. L'Amiral Darlan, malgré son anglophobie, a même discuté de la possibilité d'établir des contacts réguliers avec les Britanniques en vue de régler le problème du ravitaillement et du blocus. Pour autant, et Dupuy le reconnaît lui-même dans son rapport de mission, aucun accord digne de ce nom n'a été négocié. Lorsqu'il évoque, par exemple, la question des colonies ralliées à de Gaulle avec Pétain, la réponse du Maréchal est sans ambiguïté. « Il a promis » écrit Dupuy, « de ne rien faire jusqu'à mon retour en février, où nous pourrions examiner la possibilité de trouver un *Modus Vivendi*¹⁷ ».

Le diplomate canadien est revenu à Londres, convaincu des sympathies pro-britanniques de Pétain et de son entourage, Darlan et Laval exceptés, bien entendu. « Ils considèrent qu'une victoire britannique est leur seule chance de retrouver leur indépendance », écrit Dupuy dans son rapport de mission. « Les autorités de Vichy souhaiteraient pouvoir *collaborer* à l'effort de guerre de la Grande-Bretagne », poursuit-il, mais, compte tenu des circonstances difficiles de l'automne 1940, la France ne pouvait intervenir utilement qu'en protégeant sa flotte et ses colonies contre « toute entreprise germano-italienne ». Quant à la « soi-disant » collaboration franco-allemande, dont on parlait tant depuis l'entrevue de Montoire, elle était nécessairement « limitée à des problèmes d'importance secondaire ». Les Français de Vichy avaient donc bien choisi leur camp et ne faisaient que gagner du temps. Mais, concluait Dupuy, si l'on voulait assurer le succès des futures relations franco-britanniques et d'une possible collaboration en Afrique du Nord, « la présente atmosphère de tension devait être maintenue¹⁸ ». Ce qui peut surprendre dans ce compte rendu de mission, c'est l'optimisme qui prédomine. Même si, à la fin de 1940, Vichy ne comptait pas que des partisans d'une collaboration avec l'Allemagne, telle que préconisée par Laval ou, dans une moindre mesure par Darlan, les sympathies pro-britanniques étaient loin de faire l'unanimité.

L'interprétation donnée par Dupuy aux événements conforta le Foreign Office sur le bien-fondé de sa politique à l'égard de la France de Vichy et contribua, sans aucun doute, à la période d'incontestable détente qui suivit le voyage du diplomate canadien. Satisfaits des déclarations de Dupuy, les Britanniques décidèrent d'agir dans le sens de la modération. En premier lieu, la B.B.C. cessa ses attaques, souvent violentes, contre la personne de Pétain. À la fin décembre, Anthony Eden, le nouveau chef du Foreign Office fit, en effet, savoir au ministère britannique de l'information et à la B.B.C. qu'une approche moins « passionnée et objective » à l'égard de Pétain et de son gouvernement était souhaitable¹⁹. Ensuite, le trafic maritime français en Méditerranée, y compris par le détroit de Gibraltar, ne fut plus systématiquement intercepté par les navires de la flotte britannique. Darlan, lui-même, devait le remarquer. « Pour le moment, déclara-t-il à Matthews, (les Anglais), même s'ils arraisonnent *occasionnellement* (souligné par l'auteur) des navires, laissent passer les convois de ravitaillement en provenance d'Afrique du nord²⁰ ». Non que le blocus ait été abandonné. Dans une note du 18 janvier 1941, Hugh Dalton, le ministre de l'Économie de Guerre, mettait en garde ses collègues du Foreign Office contre les effets pervers d'un trop grand relâchement du blocus²¹. Toutefois, comme l'ont parfaitement souligné Claude Huan et Hervé Coutau-Bégarie, la reprise du trafic est indéniable²².

Quelques jours seulement après le retour de Pierre Dupuy à Londres, Churchill remercie chaleureusement le gouvernement canadien de sa coo-

pération²³. Quel que soit son mépris pour les hommes de Vichy, il est déterminé à maintenir, avec eux, un minimum de contacts. Il n'a cependant pas complètement changé de stratégie. « Nous ne pouvons qu'attendre et observer ce que Vichy va faire. En attendant, en fonction de nos disponibilités navales, nous maintenons le blocus de la France. Nous le faisons, en partie par principe, en partie pour maintenir la tension artificielle franco-britannique, et surtout pour ne pas que le gouvernement de Vichy puisse s'imaginer que nous leur rendrons la vie facile s'ils ne font rien. Nous avons tout intérêt à ce que les événements se développent rapidement en France²⁴. » C'est précisément dans ce contexte qu'il faut envisager les deux autres voyages de Pierre Dupuy en France.

L'échec de Pierre Dupuy

S'il considère qu'une seconde visite de Dupuy à Vichy est essentielle, Churchill souhaite aussi établir des contacts directs avec le Général Weygand, Délégué Général en Afrique du Nord depuis septembre 1940. L'idée n'a rien de saugrenue. Depuis l'armistice, Weygand n'a jamais caché que l'Allemagne reste l'ennemie et qu'il convient de prendre toutes les précautions possibles pour défendre les colonies d'Afrique du Nord. Son attitude ferme est connue des Britanniques et Churchill, qui cherche à jouer sur plusieurs tableaux à la fois, ne désespère pas de le faire changer de camp. C'est pourquoi, tout en considérant le retour de Dupuy à Vichy, « comme absolument essentiel pour notre cause », le premier ministre britannique accepte d'emblée la proposition du diplomate canadien de passer d'abord quelque temps en Afrique du Nord²⁵. Dupuy s'envole pour Lisbonne le 25 janvier, avec l'espoir de gagner ensuite Casablanca, puis Alger. Après plusieurs jours d'attente, il doit renoncer à son projet. « Il a été incapable de se rendre en Afrique du Nord, comme il le souhaitait » télégraphie Massey à Mackenzie King, « apparemment parce que les autorités françaises ne lui en ont pas donné l'autorisation²⁶ ». Lorsqu'il arrive à Vichy, après un court séjour à Madrid, Dupuy ne peut que constater combien l'environnement politique a changé depuis l'automne. Le 9 février, en effet, Pierre-Étienne Flandin, qui avait succédé à Pierre Laval le 13 décembre précédent, face à l'hostilité persistante des Allemands, a été remercié. Le même jour, l'amiral Darlan, tout en conservant la marine, a été nommé par décret vice-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, avant d'obtenir, quelques jours plus tard, le ministère de l'Intérieur. Compte tenu des priorités de Darlan, déterminé à relancer le dialogue avec les autorités allemandes, force est de constater que la seconde mission de Dupuy, mission de reconnaissance comme la première, ne se présente pas sous les meilleurs auspices. « M. Dupuy est revenu à Vichy où il a repris contact avec le ministère des Affaires étrangères » écrit

Huntziger à Ristelhueber. « Il a, de plus, rendu visite à plusieurs ministres comme l'Amiral Platon et M. Barthélemy (ministre de la Justice). Le but de ce voyage est évidemment de tenter de convaincre les milieux français de la force grandissante de l'empire britannique, appuyé sur le concours matériel des États-Unis²⁷ ». S'ils n'envisagent pas de reprendre le combat aux côtés des Britanniques, les hommes de Vichy espèrent toujours un relâchement du blocus. Pour eux, Dupuy est bien placé pour y parvenir. « M. Dupuy, » précise encore Huntziger, « s'efforce de lui (Churchill) faire comprendre qu'il faudrait relâcher le blocus en ce qui concerne le ravitaillement de la population française ». De fait, dans son second rapport de mission, daté du 14 mars et dont il prend soin d'envoyer une copie à Mackenzie King, Dupuy s'attarde longuement sur la question du blocus. Il lance un véritable cri d'alarme. « La situation en matière de ravitaillement... s'aggrave de jour en jour », écrit-il. « Les Allemands cherchent à discréditer le gouvernement du Maréchal Pétain en prétendant qu'il n'est pas en mesure de nourrir la population de la zone libre. Par conséquent, tout ce qui pourrait être fait pour soulager la population française de la zone sud (...) serait dans notre intérêt.²⁸ » Malheureusement, après l'optimisme mesuré de la fin de l'année 1940, les Britanniques commencent sérieusement à s'impatienter. Puisque les autorités de Vichy continuent d'afficher un attentisme irritant, le blocus doit être maintenu. Les rapports de missions de Dupuy n'y changent rien, bien au contraire. « Dans l'ensemble, » note Cadogan, « Dupuy donne, *comme il est enclin à le faire*, une peinture plutôt idyllique de la situation et je ne peux m'empêcher de penser qu'il nous rapporte les faits tels qu'il voudrait qu'ils soient²⁹. » Le jugement est sévère, et le ton franchement condescendant, à la mesure, pourrait-on dire, de la frustration grandissante du Foreign Office à l'égard de l'immobilisme du gouvernement de Vichy. Les résultats, en apparence prometteurs, de la première mission de Pierre Dupuy ne s'étant pas concrétisés, les Britanniques en viennent à juger son action avec une sévérité par trop excessive. Car dans l'ensemble, et contrairement à ce que prétend Graeme Mount, le second rapport de mission de Dupuy ne contient rien d'exagérément optimiste. Ses commentaires sur la situation politique de Vichy, au moment, crucial, de la nomination de l'amiral Darlan à la vice-présidence du conseil, ne manquent pas d'intérêt. En premier lieu, Dupuy a bien souligné la volonté de résister aux pressions allemandes des autorités de Vichy. « Il nous rapporte un compte rendu rassurant sur l'attitude de Pétain et de Darlan » écrit Samuel Hoare au Foreign Office. « Il apparaît évident qu'ils sont, tous les deux, déterminés à ne pas dépasser les termes de l'armistice et que Laval ne sera pas réintégré au gouvernement³⁰. » Sur la question du blocus, Dupuy ne réclame plus qu'un geste de bonne volonté de la part des Britanniques. Jamais, il l'a bien compris, les Britanniques ne consentiront à une levée du blocus, à moins d'obtenir des garanties précises de la part

des autorités de Vichy. Or, justement, les Français ne veulent rien promettre. Pétain, surtout, préfère se maintenir dans une attitude attentiste. «N'allez pas trop vite en besogne,» confie-t-il à Darlan. «Il faut avancer pas à pas. Sinon, nous serions entraînés Dieu sait où³¹.»

À partir du printemps 1941, le contexte militaire par trop changeant n'aide pas Dupuy dans ses efforts, d'autant qu'il tarde à remettre ses rapports. Ainsi, ses observations, souvent lucides au départ, ne correspondent plus du tout à la situation du moment. «J'ai péniblement réussi à parcourir l'immense et inutile rapport que Dupuy vous a adressé et qui porte sur sa visite à Vichy du mois de février» écrit le Major Morton à Churchill. «Les événements récents ont montré que ses observations étaient invariablement fausses. [...] Je ne puis imaginer la raison pour laquelle Dupuy vous a présenté ce rapport. Il ne peut ignorer qu'il n'est plus d'actualité. [...] Je considère ses vues sur Vichy à ce point fausses qu'elles en sont dangereuses. Il ne devrait plus être autorisé à prendre contact avec Vichy, à moins que ce ne soit pour les tromper³².» Dans une note du 22 mai, Dupuy tente de justifier son retard. «J'ai attendu un certain temps avant de vous faire parvenir ce rapport... parce que l'atmosphère qui existait à Vichy en février et en mars dernier est contredite par les événements récents. Les impressions favorables que j'avais rapportées de ma dernière visite s'expliquaient, en grande partie, par nos récents succès en Libye. J'étais sur place lorsque nos troupes ont capturé Benghazi. Depuis, on me dit que le tour pris par les événements en Grèce et en Libye a grandement influencé le Cabinet français³³.» Les nouvelles victoires de la Wehrmacht avaient, en effet, de quoi faire réfléchir un gouvernement déjà tenté par une relance des négociations franco-allemandes. Il n'en demeure pas moins vrai que l'évolution politique de Vichy ne pouvait que nuire un peu plus à la crédibilité chancelante de Pierre Dupuy. Et puis, il reste persuadé que les Français de Vichy, dans leur grande majorité, parce qu'ils souhaitent une victoire britannique, sont déterminés à jouer un «double jeu» et n'acceptent le principe d'une collaboration franco-allemande que par nécessité. Une dernière visite à Vichy, au mois de juillet, semble l'avoir conforté dans cette idée. «La France est divisée en deux camps» écrit-il à Mackenzie King. «D'un côté l'armée, l'administration dans sa grande majorité et la population, qui sont hostiles à l'Allemagne et au principe de la collaboration, de l'autre l'Amirauté, la police et une petite minorité de collaborateurs³⁴.» Si, les difficultés de la vie quotidienne aidant, la population française était certainement anti-allemande, comme le remarque Marc Ferro, «en zone libre, la majorité des Français marquaient les points, énergiques dans leur détermination de laisser jouer le Maréchal». Quant à l'administration, elle suivait les directives du gouvernement. Vouloir, à tout prix, l'opposer à Darlan, Vice-président du conseil et ministre de l'Intérieur, peut paraître surprenant. Restait l'armée. «L'Armée est le cœur de la résistance

aux Allemands. Ses services travaillent à la réorganisation de l'Armée Métropolitaine qui dépasse largement les 100 000 hommes autorisés par la convention d'armistice³⁵. » Sur ce point précis, Dupuy, grâce aux contacts qu'il a pu établir avec les services de renseignements français est bien informé. Au Foreign Office, on est d'ailleurs bien obligé d'en convenir. « Dupuy a rapporté beaucoup d'informations intéressantes aux Services de renseignements³⁶ », remarque Mack, le 13 mars. Ce rôle d'intermédiaire est confirmé par le Colonel Paillole, le chef du service français de contre-espionnage. Dans son *Histoire de la Résistance en France*, Henri Noguères en fait également mention. « Directement ou par l'intermédiaire du Colonel Baril, il communiquait aux Américains de Vichy et aux Anglais [par le ministre du Canada, M. Dupuy] les synthèses et les renseignements susceptibles de les intéresser³⁷. » L'engagement de Dupuy est, enfin, confirmé par l'attitude des Allemands. Ils demandèrent des explications sur sa présence répétée à Vichy et le mirent sous surveillance étroite. « M. Dupuy pense qu'il est préférable qu'il ne retourne pas à Vichy avant avril, indique Mack dans un procès-verbal. Il est certain d'être surveillé par la Gestapo. On lui a poliment indiqué qu'il ne pourrait se rendre en Afrique du Nord pour le moment parce que les Allemands s'opposeraient certainement à une telle visite³⁸. » Après sa visite de février, Dupuy confirma bien à Cado-gan qu'il était *persona non grata* à Vichy. Et pour cause. Les activités parallèles qui s'étaient développées depuis l'armistice, n'avaient pas la caution du gouvernement dans son ensemble, et certainement pas de l'amiral Darlan. « Je vous rappelle, » déclare-t-il à Pétain, « que les services de renseignements de l'armée ont une activité pour le moins étrange, totalement ignorée du ministère de la Guerre³⁹. » Déjà en février, Dupuy n'avait pas été en mesure de le rencontrer. En juillet, la situation fut encore bien pire. « À cause du veto de l'amiral Darlan, j'ai été dans l'impossibilité de m'entretenir directement avec le Maréchal⁴⁰ ».

Dupuy porte un jugement sévère sur l'amiral, qu'il cherche à opposer à Pétain, plus que jamais déterminé « à gagner du temps » et à Weygand, « le centre de résistance à l'Allemagne ». Cependant, il n'est pas le seul à agir de la sorte. « Je viens de recevoir, par l'intermédiaire de l'ambassadeur Leahy, de nouvelles assurances du Maréchal Pétain à l'effet qu'il n'a pas l'intention (...) d'aller au-delà de la convention d'armistice. [...] Leahy pense que Pétain a le soutien de l'ensemble du peuple français, qui ne partage pas le même sentiment à l'encontre de Darlan⁴¹. » Ce message de Roosevelt, adressé à Churchill, au tout début de l'affaire de Syrie, montre bien que Dupuy ne faisait que confirmer le sentiment général. « Darlan et l'Amirauté sont très impopulaires » explique encore Dupuy. « Darlan est non seulement anti-britannique, mais aussi anti-américain ». Au-delà de l'antipathie qu'il éprouve pour Darlan, son analyse de la situation politique à Vichy est, tout de même, assez fidèle à la réalité. « Jusqu'à la cam-

pagne de Russie, l'Amiral Darlan et l'Amirauté avaient coutume de dire qu'une défaite allemande était impensable, et que, par conséquent, la France avait intérêt à conclure un accord avec l'ennemi victorieux afin d'obtenir de meilleurs termes lors de la signature du traité de paix. Cette opinion est sortie renforcée lors de l'entrevue de l'Amiral Darlan avec Hitler, à Berchtesgaden, où il a signé un protocole (sic) garantissant des facilités militaires en Syrie et en Afrique du nord. [...] Depuis lors, cependant, le résultat de la campagne syrienne et les difficultés allemandes en Russie ont ébranlé l'Amiral et ses subordonnés, qui ne considèrent plus une défaite allemande impensable⁴². »

Dupuy, malgré toutes les difficultés rencontrées lors de son dernier séjour, avait donc bien saisi les mécanismes de la politique opportuniste de Darlan. Malgré son anglophobie et une animosité grandissante à l'égard des États-Unis, l'amiral était assez lucide pour se rendre compte que l'invasion de la Russie par la Werhmarcht modifiait, sur le long terme, bien des données du conflit. Dans l'immédiat, Darlan avait la désagréable impression de s'être laissé jouer par les Allemands. « Nous n'en sommes plus à discuter avec eux » déclare-t-il amèrement à Yves Bouthillier, le ministre de l'Économie nationale et des Finances⁴³.

Le Foreign Office accueillit le dernier rapport de mission de Dupuy avec un scepticisme, désormais de rigueur. « Ce que nous avions espéré », écrit W. H. B. Mack, le responsable du département français au Foreign Office, « c'est que Dupuy nous rapporte, cette fois, des informations sur les négociations qui sont supposées avoir eu lieu entre Vichy et les Allemands⁴⁴. » Dupuy, à partir de l'été 1941, n'est donc plus jugé par ses collègues britanniques que comme un dangereux trouble-fête. Sa présence à Vichy, même épisodique, n'est d'ailleurs plus nécessaire. D'après Mack, en effet, les « sources d'information [britanniques] sont si bonnes que, la plupart du temps, nous ne retirons rien de nouveau des rapports de Dupuy ». Le fait qu'il ne soit pas parvenu à rencontrer Pétain et Darlan, lors de sa visite de juillet, n'arrange évidemment rien. Au chargé d'affaires canadien qui ne cesse de proposer ses services, les Britanniques ne donnèrent bientôt plus que des réponses dilatoires. « [Sa] tendance à l'indiscrétion est une bonne raison pour qu'il n'y ait pas d'autres visites, précisait encore Strang ». Cadogan est encore plus méprisant. « Dupuy est certainement plein de bonne volonté, mais le fait est qu'il n'est pas très bon. [...] En plus, il est bavard⁴⁵. »

Les Britanniques ont donc établi un bilan très négatif des visites de Dupuy à Vichy. En réalité, les remarques défavorables se multiplient dès l'automne 1941. « Il est parvenu à établir un certain nombre de bons contacts à Vichy, mais Vichy l'a utilisé autant que nous... », précise encore Cadogan. Interrogés, les diplomates américains en poste à Vichy ne lui furent pas davantage favorables. « M. Matthews » raconte Mack, « a

mentionné les visites de Dupuy à Vichy(...) Il pense qu'elles ont été utiles. En même temps, elles ont mis le gouvernement de Vichy dans l'embaras⁴⁶. » Nous réserverons le mot de la fin à Mack. « Dupuy est le plus insupportable des bavards. On ne cesse de me rapporter certaines de ses observations parmi les plus ridicules, et la plupart arrivent jusqu'aux partisans de la France Combattante, ce qui ne manque pas de les rendre encore plus combatifs. (...) Ne peut-on rien faire pour réduire ce fatigant petit homme au silence⁴⁷? »

Conclusion

Que conclure des missions diplomatiques de Pierre Dupuy à Vichy? En premier lieu, il ne fait pas le moindre doute qu'il ait cherché à se ménager un rôle dans la partie diplomatique fort complexe de l'automne 1940. Alors que les Britanniques lui ont assigné une mission de reconnaissance, Dupuy s' imagine pouvoir, à lui seul, améliorer les relations entre Londres et Vichy. À ses interlocuteurs français, il promet, sans en avoir l'autorité, un allègement du blocus. À ses collègues du Foreign Office, il affirme que le gouvernement du maréchal Pétain joue un double jeu, en attendant l'heure propice de la reprise du combat aux côtés de la Grande-Bretagne. Même les diplomates américains, pourtant bien disposés à l'encontre du maréchal Pétain, ne sont jamais allés aussi loin. Comme le remarque l'amiral Leahy, dans une note adressée à Cordell Hull, si la position des autorités de Vichy évolue bien en fonction de la situation militaire, à aucun moment le chef de l'État français ne songe à modifier sa politique attentiste. Quant à un éventuel double jeu, personne n'y croyait beaucoup à Londres.

Pour autant, les interprétations de Dupuy sur la situation politique à Vichy ne manquent pas d'intérêt. Son analyse de la politique opportuniste de Darlan, par exemple, n'est pas sans logique. Tout comme sa position sur le blocus, au demeurant partagée par ses collègues américains. L'essentiel, pour Dupuy, c'était de soutenir un gouvernement français luttant pour la survie du pays, mais, du fait des circonstances, nécessairement soumis à de très fortes pressions, à la fois de la part des Allemands et des Britanniques. Son approche n'est pas sans rappeler la diplomatie américaine, qui s'obstine à vouloir traiter avec le gouvernement du Maréchal Pétain jusqu'à la rupture de 1942. On peut, aujourd'hui, condamner ses prises de position et son action. Mais, en 1940-1941, la situation politique et diplomatique n'était pas aussi claire qu'elle peut nous le paraître aujourd'hui. Au reste, les visites de Dupuy ne durèrent jamais plus de deux semaines, ce qui est évidemment trop peu pour pouvoir apprécier, dans son ensemble, une situation complexe et changeante. D'autres diplomates, américains ceux-là, n'y ont pas vu

plus clair. Dans le tome II de ses *Mémoires de guerre*, le Général de Gaulle a cette remarque cinglante à l'encontre du diplomate américain Robert Murphy : « M. Murphy, habile et résolu, semblait-il... (était) assez porté à croire que la France, c'était les gens avec qui il dînait en ville ». On serait presque tenté d'appliquer cette description à Dupuy, qui, ne l'oublions pas avait conservé des amitiés dans les milieux Vichystes, mais ce ne serait pas lui faire justice. Car il est tout de même clair qu'en cherchant à améliorer les relations franco-britanniques, Dupuy espérait aider cette France à laquelle il avait conservé toute son admiration. L'échec de ses missions à Vichy ne devait d'ailleurs pas mettre un terme à une carrière diplomatique des plus honorables.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. *Documents on Canadian External Relations* (DCER), vol. 8, William Lyon Mackenzie King à Georges Vanier, 20 juin 1940, p. 519. L'auteur souligne.
2. R. T. Thomas, *Britain and Vichy: the Dilemma of Anglo-French Relations, 1940-1942*, London, Macmillan, 1979, p. 77.
3. Graeme Mount, *Canada's Enemies, Spies and Spying in the Peaceable Kingdom*, Toronto, Dundurn Press, 1993, p. 77.
4. Public Record Office (PRO), Lenders, Cabinet Records, CAB 65/15-WM (40) 265, 3 octobre 1940.
5. François Charles-Roux, *Cinq mois tragiques aux Affaires Étrangères*, Paris, Plon, 1949, p. 100.
6. DCER, volume 8, Mackenzie King à Pierre Dupuy, 13 novembre 1940, p. 637.
7. PRO, War Cabinet Minutes, CAB65/10 – WM (40), 4 novembre 1940, p. 282.
8. PRO, War Cabinet Minutes (40), 12 novembre 1940, p. 287.
9. PRO. FO 371/49144, Z10741/255/G17, Contacts between His Majesty's Government and Vichy Government in 1940-1941 through Dupuy, 11 septembre 1945.
10. Ministère des Affaires étrangères (MAE), Paris. Guerre 39-45, dossier 8, ministère des Affaires étrangères à René Ristelhueber, 28 février 1941. L'auteur souligne.
11. PRO. FO 371 28234 – File 16/Z4427/16/17, Pierre Dupuy à Mackenzie King, 7 janvier 1941.
12. National Archives of Canada (NAC), Mackenzie King Papers, MG26J1, Reel C4862, Dupuy à Mackenzie King, 15 janvier 1941.
13. *Ibid.*
14. Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France, l'Abîme, 1939-1944*, collection Points Histoire, Paris, 1986, p. 301.
15. Note pour le Maréchal de France, Chef de l'État, « Collaboration avec l'Allemagne », reproduite par Claude Huan et Coutau-Begarie, *Darlan*, Paris, Fayard, 1989, p. 341-343.
16. *Ibid.*
17. PRO, FO 371 28234, file no. 16, Z427/16/17, Pierre Dupuy à Mackenzie King, 7 janvier 1941. L'auteur souligne.
18. *Ibid.*

19. PRO, FO 371 28234, dossier Z21-16/17, Eden à Churchill, 6 janvier 1941.
20. Foreign Relations of the United States (FRUS), 1940, vol. II, télégramme de Matthews à Cordell Hull, 14 décembre 1940, p. 491.
21. PRO, FO 371 28312, dossier Z152/54/17, note de Hugh Dalton: «Effects of leak in blockade via French ports», 18 janvier 1941.
22. Claude Huan et Hervé Couteau-Bégarie, *Darlan, op. cit.*, p. 328-29.
23. DCER, volume 8, Churchill à Mackenzie King, 29 décembre 1940, p. 645.
24. PRO, FO 371/28312, Z152/54/17 – Blockade Policy-France, Minute by Mack, 10 janvier 1941.
25. *Ibid.*, FO 371/28234, Z21-16/17, Churchill à Mackenzie King, 7 janvier 1941.
26. DCER, volume 8, Vincent Massey à Mackenzie King, 7 février 1941, p. 656.
27. MAE, Guerre 39-45, dossier 8, télégramme du ministère des Affaires Étrangères à Ristelhueber, 28 février 1941.
28. DCER, volume 8, Dupuy à Mackenzie King, 14 mars 1941, p. 657.
29. PRO, FO 371 28234, Z1999/16/17, Foreign Office Minutes, Cadogan, 12 mars 1941. L'auteur souligne.
30. PRO, FO 371 28234, Z160Y/16/17, telegram Sir Samuel Hoare, re: Dupuy, 5 mars 1941.
31. Benoist-Méchin, Jacques. *De la défaite au désastre*, Paris, Albin Michel, 1985, p. 102.
32. PRO, FO 371/28235, Z4Y51/16/17, Morton à Churchill, 2 juin 1941.
33. *Ibid.*, FO 371/28235, Z4Y51/16/17, Dupuy à Churchill, 22 mai 1941.
34. DCER, volume 8, Dupuy à Mackenzie King, 27 septembre 1941, p. 662.
35. *Ibid.*
36. PRO, FO 371 28234, Z1999/16/17, Minute from Mack, 13 mars 1941.
37. Noguères, Henri, *Histoire de la Résistance en France de 1940 à 1945*, vol. 2, Paris, Robert Laffont, p. 156.
38. PRO, FO 371 28234, Z1999/16/17, Minute from Mack, 13 mars 1941.
39. Claude Huan et Hervé Couteau-Bégarie, *Darlan, op. cit.*, p. 341.
40. DCER, volume 8, Dupuy à Mackenzie King, 27 septembre 1941, p. 663.
41. Kimball, *The Complete Correspondence, op. cit.*, Roosevelt à Churchill, 10 mai 1941, p. 184-185.
42. DCER, volume 8, Dupuy à Mackenzie King, 27 septembre 1941, p. 663.
43. Propos de Darlan à Bouthillier reproduits par Claude Huan et Coutau-Bégarie, *Darlan, op. cit.*, p. 509.
44. PRO, FO 371/28234, Z8594/16/G, Mack à Sgt Kimber, 10 octobre 1941.
45. PRO, FO 371/32043, «Activities of Mr. Dupuy», Z988/988/17. FO minute (Strang), re: record of conversation with Dupuy, 27 janvier 1942.
46. *Ibid.*, Z1399/988/17, Minute from Mack, 12 février 1942.
47. *Ibid.*, FO 371/32043, Z9017/988/17, Mack to C. Stirling, 16 novembre 1942.